

**CONSEIL REGIONAL
D'ILE DE FRANCE**

**DELIBERATION N° CR 13.93
DU 1ER JUILLET 1993**

**Portant rectification du budget
de la Région d'Ile-de-France pour 1993**

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE,

- VU** la loi n° 72.619 du 5 juillet 1972, portant création et organisation des régions,
- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982,
- VU** la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986, relative à l'organisation des régions,
- VU** la loi d'orientation n°92.125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République,
- VU** le décret n° 76.1312 du 31 décembre 1976, relatif au régime financier et comptable de la Région d'Ile de France, modifié par le décret 83.486 du 10 juin 1983,
- VU** le décret n°93.570 du 27 mars 1993 pris pour l'application des articles 13, 15 et 16 de la loi n°92.125.
- VU** la délibération n° CR 52.92 du 19 décembre 1992 fixant le montant des recettes dans le budget de la Région d'Ile-de-France pour 1993 et portant ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement,
- VU** la délibération n° CR 12.93 du 30 juin 1993 relative à l'adoption du compte administratif de la Région d'Ile-de-France pour 1992,
- VU** l'avis émis par le Conseil Economique et Social Régional,
- VU** les avis émis par les Commissions Techniques et la Commission des Finances,
- VU** le rapport CR14.93 présenté par M. le Président du Conseil régional d'Ile-de-France,

D É L I B È R E :

ARTICLE 1er

Le montant des recettes hors excédent de la section de fonctionnement inscrit à la section d'investissement du budget primitif de 1993 est diminué de 14 900 000 F, conformément à la répartition figurant à l'état A annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2

Le montant des recettes inscrit à la section de fonctionnement du budget primitif de 1993 est diminué de 50 200 000 F, conformément à la répartition figurant à l'état A annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3

Pour l'année 1993, le montant maximum des emprunts à contracter, soit auprès des établissements publics ou privés, soit par émission d'obligations sur le marché financier, est majoré de 50 000 000 en francs français ou leur contrevaieur en devises.

ARTICLE 4

Les autorisations de programme inscrites à la section d'investissement du budget primitif 1993 sont majorées de 70 500 000 F conformément à l'état B annexé à la présente délibération.

ARTICLE 5

Les crédits de paiement inscrits à la section d'investissement du budget primitif 1993 sont diminués de 25 300 000 F, conformément à la répartition figurant à l'état C annexé à la présente délibération.

ARTICLE 6

Les crédits de paiement hors excédent affecté à la section d'investissement ouverts à la section de fonctionnement du budget primitif 1993 sont augmentés de 75 848 140 F, conformément à la répartition figurant à l'état D annexé à la présente délibération.

ARTICLE 7

Le solde des dépenses non couvertes par les recettes supplémentaires, soit 115 648 140 F est financé par prélèvement sur l'excédent de la gestion 1992 pour partie sur la section d'investissement (113 548 140 F) et pour partie sur la section de fonctionnement (2 100 000 F).

A l'issue de ce prélèvement l'excédent global disponible est ramené à 1 870 248,15 F.

ARTICLE 8

Pour rétablir l'équilibre des dépenses et des recettes au sein de chacune des sections d'investissement et de fonctionnement, il convient de diminuer de 123 948 140 F.

– Les dépenses du chapitre 930 de la section de fonctionnement, rubrique 831 "Excédent affecté à la section d'investissement",

– les recettes du chapitre 927 de la section d'investissement, rubrique 115 "Excédent de la section de fonctionnement".

ARTICLE 9

Les transferts d'autorisations de programme du budget de 1992 prévus à l'état E annexé à la présente délibération sont approuvés.

ARTICLE 10

Le tableau des effectifs de la Région d'Ile-de-France, modifié conformément à l'état F annexé à la présente délibération, est approuvé.

ARTICLE 11

Les personnes physiques ou morales ou leurs établissements situés en Région d'Ile de France doivent affecter 50 % du quota de la taxe d'apprentissage dont ils sont redevables au développement de l'apprentissage en Région d'Ile de France.

ARTICLE 12

Sauf modification de la législation actuelle, ce pourcentage est applicable à compter de la collecte de taxe d'apprentissage due au titre de l'année 1994 sur les salaires versés en 1993.

ARTICLE 13

Le tableau prévisionnel annexé à l'avenant au Contrat de Plan relatif à la relance des acquisitions foncières dans les Villes Nouvelles signé le 4 juillet 1990 est ainsi modifié :

"Les subventions régionales et les emprunts garantis par la Région s'élèveront pour la durée du contrat à :

- 12 MF pour EVRY,
- 168 MF pour MELUN-SENART,
- 11 MF pour CERGY-PONTOISE,
- 18 MF pour SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES,
- 191 MF pour MARNE-LA-VALLÉE

Soit un total de 400 MF".

ARTICLE 14

La Région subventionne un programme-pilote pour la construction de 1 000 logements en villes nouvelles.

L'aide régionale est calculée à raison de 700 F/m² de surface habitable. Son attribution est réservée aux opérations éligibles au prêt locatif social (PLS) et sera effectuée dans les conditions d'obtention de ce prêt, en complément de celui-ci.

ARTICLE 15

Au titre du chapitre 916.3 "Culture", ligne 71 "Musées contrôlés" article 130, l'aide apportée aux travaux de construction et d'aménagement des musées contrôlés départementaux et communaux est étendue aux musées d'association contrôlés.

Le montant de la dépense subventionnable est plafonné à 30 MF, le taux de la subvention restant inchangé à 20 %.

ARTICLE 16

Au titre du chapitre 915.0 article 130 – ligne 20 "Mise en valeur et protection du milieu naturel et des paysages", le taux de subvention régionale appliqué aux traitements des points noirs paysagers est fixé à 20 % du coût hors taxe des travaux.

ARTICLE 17

La prescription quadriennale relative aux sommes dues au titre du supplément familial est relevée au bénéfice de Mme Martine Lelouey, rédacteur à la Direction des affaires scolaires et de l'enseignement supérieur de la Région d'Ile de France.

Il lui est attribué, en conséquence, une somme de 31 379,58 F correspondant au montant du supplément familial qu'elle aurait dû percevoir de 1973 à 1987 ; cette dépense sera imputée sur le chapitre 931.0 "services administratifs" du budget de fonctionnement, rubrique 61 "personnel".

ARTICLE 18

Le taux de l'indemnité journalière des membres du C.E.S.R. est fixé à 1/81ème du traitement annuel brut afférent à l'indice majoré 659.

Cette délibération annule et remplace, à compter du 1er août 1993, la délibération du 13 octobre 1987, l'article 15 de la délibération du 19 décembre 1992 et la délibération du 29 septembre 1987.

ARTICLE 19

Le taux du FRAC est porté à 80 % dans la limite d'un plafond de 200 000 F pour les entreprises d'insertion et associations intermédiaires.

Un dispositif d'instruction spécifique est instauré dans ce but. Le Président du Conseil Régional est habilité à signer toute convention à cet effet.

ARTICLE 20

Le dispositif régional en faveur des locaux d'activité et des ateliers relais est étendu aux entreprises d'insertion et aux associations intermédiaires qui recherchent une implantation dans les zones industrielles à proximité des quartiers bénéficiant d'une convention DSQ. Les opérations sont subventionnées au taux de 40 % du montant de l'investissement pour ce type d'entreprises et d'associations.

ARTICLE 21

La Région procèdera ou fera procéder aux contre-expertises qui s'avèreraient nécessaires pour des raisons écologiques et/ou économiques, en ce qui concerne les actions et les projets d'investissement soumis à son avis, relevant de son intervention financière ou de l'inscription au Contrat de Plan ou contribuant à l'aménagement du territoire.

Pour 1994, ces actions seront individualisées au chapitre 921 "Etudes générales".

Vu et transmis à M. le Préfet de Région,
en application de l'article 7 de la loi
du 22 juillet 1982, le - 2 JUIL 1993

Le Président du Conseil Régional
d'Ile de France

MICHEL GIRAUD

LES RECETTES

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

(en millions de francs)

| CHAPITRES | I N T I T U L E S | BUDGET VOTE | AJUSTEMENTS | | BUDGET RECTIFIE |
|-----------|--|----------------|----------------------|--------------------|--------------------|
| | | | MESURES NOUVELLES | MESURES NEUTRES | |
| 9162.1308 | REVERSEMENT DE L'A.E.V | | 4,900 | | 4,900 |
| 927.1422 | REDEVANCE DE BUREAUX | 880,000 | -55,000 | | 825,000 |
| 927.1471 | TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT | 2.096,500 | 17,900 | -32,700 | 2.081,700 |
| 927.16 | PRODUIT DES EMPRUNTS | 1.368,250 | 50,000 | | 1.418,250 |
| | AUTRES RECETTES | 1.238,900 | | | 1.238,900 |
| | SOUS TOTAL | 5.583,650 | 17,800 | -32,700 | 5.568,750 |
| | PRELEVEMENT SUR L'EXCEDENT DU C.A 1992 | | 113,548 | | 113,548 |
| | TOTAL | 5.583,650 | 131,348 | -32,700 | 5.682,298 |
| | EXCEDENT SECTION DE FONCTIONNEMENT | 3.976,350 | | -123,948 | 3.852,402 |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 9.560,000 | 131,348 | -156,648 | 9.534,700 |

ETAT A (suite)

LES RECETTES

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

(en millions de francs)

| CHAPITRES | I N T I T U L E S | BUDGET VOTE | AJUSTEMENTS | | BUDGET RECTIFIE |
|-----------|--|----------------|----------------------|--------------------|--------------------|
| | | | MESURES NOUVELLES | MESURES NEUTRES | |
| 930.721 | REVENUS DES TITRES ET CREANCES | 101,000 | | 25,800 | 126,800 |
| 9432.7373 | PARTICIPATION DE COL. LOCALES AU FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES | | | 4,000 | 4,000 |
| 971.752 | TAXE REGIONALE ADDITIONNELLE AU DROIT D'ENREGISTREMENT | 2.000,000 | -100,000 | | 1.900,000 |
| 971.753 | TAXE SUR LES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION | 1.500,000 | -10,000 | | 1.490,000 |
| 977.777 | TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT (INTERETS DE LA DETTE) | 399,500 | | 32,700 | 432,200 |
| 977.7782 | FONDS DE COMPENSATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE | 147,700 | -3,400 | | 144,300 |
| 977.7791 | COMPENSATION DES EXONERATIONS DE TAXE D'HABITATION | 40,000 | 0,700 | | 40,700 |
| | AUTRES RECETTES | 2.554,400 | | | 2.554,400 |
| | SOUS TOTAL | 6.742,600 | -112,700 | 62,500 | 6.692,400 |
| | PRELEVEMENT SUR L'EXCEDENT DU C.A 1992 | | 2,100 | | 2,100 |
| | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 6.742,600 | -110,600 | 62,500 | 6.694,500 |

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

(en millions de francs)

| CHAPITRES | INTITULES | BUDGET PRIMITIF | AJUSTEMENTS | BUDGET RECTIFIE |
|---------------|----------------------------------|-----------------|-------------|-----------------|
| 901.2 | EQUIPEMENTS SCOLAIRES | 3.200,000 | -130,000 | 3.070,000 |
| 901.3 | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 290,000 | | 290,000 |
| 913.0 | TRANSPORT EN COMMUN | 2.045,000 | 120,000 | 2.165,000 |
| 913.1 | EQUIPEMENT ROUTIER | 1.545,000 | | 1.545,000 |
| 913.2 | NAVIGATION INTERIEURE | 10,000 | | 10,000 |
| 913.9 | SECURITE ROUTIERE et A.R.R | 434,000 | -15,000 | 419,000 |
| 918 | PARCS DE STATIONNEMENT REGIONAUX | 68,000 | -10,000 | 58,000 |
| 911 | MILIEU RURAL | 24,000 | | 24,000 |
| 915.0 | ENVIRONNEMENT | 575,000 | | 575,000 |
| 916.0 | SPORT, TOURISME ET LOISIRS | 117,000 | | 117,000 |
| 916.1 | SANITAIRE ET SOCIAL | 120,000 | 19,000 | 139,000 |
| 916.3 | CULTURE | 90,600 | -13,500 | 77,100 |
| 917 | EQUIPEMENT ADMINISTRATIF | | | 0,000 |
| 920 | CONTRATS REGIONAUX ET RURAUX | 250,000 | 20,000 | 270,000 |
| 922 | HABITAT, ET ACTION FONCIERE | 660,000 | 55,000 | 715,000 |
| 923 | VILLES NOUVELLES | 100,000 | 30,000 | 130,000 |
| 916.2 | ESPACES VERTS ET FORETS | 118,000 | | 118,000 |
| 901.5 | FORMATION PROFESSIONNELLE | 150,000 | | 150,000 |
| 924 | DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 224,000 | -15,000 | 209,000 |
| 907 | EQUIPEMENT DE LA REGION | 13,500 | 9,500 | 23,000 |
| 921 | ETUDES GENERALES & INFORMATIQUES | 19,000 | 0,500 | 19,500 |
| TOTAL GENERAL | | 10.053,100 | 70,500 | 10.123,600 |

ETAT B (suite)

REPARTITION DETAILLEE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

(en millions de francs)

| CHAPITRES LIGNES | I N T I T U L E S | AJUSTEMENTS | |
|---------------------|---|--------------------------------------|----------------------------|
| | | EN PLUS | EN MOINS |
| 901.2 | EQUIPEMENTS SCOLAIRES 34 P.P.I réalisé par convention de mandat 45 M.E.T.P. | | -110,000 -20,000 |
| 907 | EQUIPEMENT DE LA REGION 10 Batiment : entretien, réparations | 9,500 | |
| 913.0 | TRANSPORTS EN COMMUN 12 Réseau ferré urbain 13 Prets à la R.A.T.P 21 Subventions à la S.N.C.F 22 Prets à la S.N.C.F | 40,000 20,000 40,000 20,000 | |
| 913.9 | AMENAGEMENTS ROUTIERS REGIONAUX ET SECURITE 40 Supression de passages à niveaux 60 Aménagements routiers régionaux | 15,000 | -30,000 |
| 918 | PARCS DE STATIONNEMENT REGIONAUX 30 Parcs en structure | | -10,000 |
| 916.1 | SANITAIRE ET SOCIAL 35 Personnes âgées 70 Personnes handicapées | 7,000 12,000 | |
| 916.3 | CULTURE 27 Villarceaux 31 Conservatoires et écoles de musique contrôlés 32 Restauration et création d'orgues | | -8,500 -4,000 -1,000 |
| 920 | CONTRATS REGIONAUX ET RURAUX 10 Contrats régionaux 20 Contrats ruraux | 10,000 10,000 | |
| 921 | ETUDES GENERALES & INFORMATIQUES 10 Etudes générales | 0,500 | |
| 922 | HABITAT , LOGEMENT ET ACTION FONCIERE 51 Logements des plus démunis 89 Actions d'accompagnement ilots sensibles | 40,000 15,000 | |
| 923 | VILLES NOUVELLES 40 Subvention en faveur du logement locatif social (ligne nouvelle, article 130) | 30,000 | |
| 924 | DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 60 Télécommunications | | -15,000 |
| TOTAL | | 269,000 | -198,500 |

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

LES CREDITS DE PAIEMENT

(en millions de francs)

| CHAPITRES | INTITULES | BUDGET PRIMITIF | AJUSTEMENTS | BUDGET RECTIFIE |
|---------------|----------------------------------|--------------------|-------------|--------------------|
| 901.2 | EQUIPEMENTS SCOLAIRES | 3.000,000 | -130,000 | 2.870,000 |
| 901.3 | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 200,000 | 30,000 | 230,000 |
| 913.0 | TRANSPORT EN COMMUN | 1.640,000 | 30,000 | 1.670,000 |
| 913.1 | EQUIPEMENT ROUTIER | 1.530,000 | -40,000 | 1.490,000 |
| 913.2 | NAVIGATION INTERIEURE | 6,000 | | 6,000 |
| 913.9 | SECURITE ROUTIERE et A.R.R | 399,000 | -20,500 | 378,500 |
| 918 | PARCS DE STATIONNEMENT REGIONAUX | 55,000 | -10,000 | 45,000 |
| 911 | MILIEU RURAL | 38,000 | | 38,000 |
| 915.0 | ENVIRONNEMENT | 340,000 | 25,000 | 365,000 |
| 916.0 | SPORT, TOURISME ET LOISIRS | 63,000 | 30,000 | 93,000 |
| 916.1 | SANITAIRE ET SOCIAL | 100,000 | 10,000 | 110,000 |
| 916.3 | CULTURE | 70,000 | -20,000 | 50,000 |
| 917 | EQUIPEMENT ADMINISTRATIF | 2,000 | | 2,000 |
| 920 | CONTRATS REGIONAUX ET RURAUX | 190,000 | 20,000 | 210,000 |
| 922 | HABITAT, ET ACTION FONCIERE | 550,000 | 60,000 | 610,000 |
| 923 | VILLES NOUVELLES | 130,000 | 15,000 | 145,000 |
| 916.2 | ESPACES VERTS ET FORETS | 95,000 | | 95,000 |
| 901.5 | FORMATION PROFESSIONNELLE | 215,000 | | 215,000 |
| 924 | DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 218,000 | -25,000 | 193,000 |
| 907 | EQUIPEMENT DE LA REGION | 30,500 | -5,400 | 25,100 |
| 921 | ETUDES GENERALES & INFORMATIQUES | 9,000 | 5,000 | 14,000 |
| 925.0 | AMORTISSEMENT DE LA DETTE | 667,500 | 1,000 | 668,500 |
| 925.2 | FONDS SOCIAL | | 0,600 | 0,600 |
| 927 | FRAIS AFFERENTS AUX EMPRUNTS | 12,000 | -1,000 | 11,000 |
| TOTAL GENERAL | | 9.560,000 | -25,300 | 9.534,700 |

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

(en francs)

| CHAP. | INTITULES | BUDGET PRIMITIF | AJUSTEMENTS | BUDGET RECTIFIE |
|-------|---|-----------------|-------------|-----------------|
| 930 | SERVICES FINANCIERS | 524.500.000 | 52.700.000 | 577.200.000 |
| 931.0 | SERVICES ADMINISTRATIFS | 303.150.000 | 14.493.000 | 317.643.000 |
| 931.1 | ASSEMBLEES | 60.000.000 | | 60.000.000 |
| 931.2 | FORMATION DES ELUS | 800.000 | | 800.000 |
| 940 | SUBVENTIONS | 217.800.000 | 2.493.140 | 220.293.140 |
| 943.2 | ETABLISSEMENTS SCOLAIRES | 669.500.000 | 7.770.000 | 677.270.000 |
| 943.3 | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 500.000 | | 500.000 |
| 946.6 | APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE | 990.000.000 | -1.608.000 | 988.392.000 |
| | TOTAL HORS EXCEDENT AFFECTE A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 2.766.250.000 | 75.848.140 | 2.842.098.140 |

| | | | | |
|-----|--|---------------|--------------|---------------|
| 930 | EXCEDENT AFFECTE A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 3.976.350.000 | -123.948.140 | 3.852.401.860 |
|-----|--|---------------|--------------|---------------|

| | | | | |
|--|---------------|---------------|-------------|---------------|
| | TOTAL GENERAL | 6.742.600.000 | -48.100.000 | 6.694.500.000 |
|--|---------------|---------------|-------------|---------------|

ETAT D (suite)

ANALYSE DETAILLEE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT

(en millions de francs)

| | BUDGET PRIMITIF | AJUSTEMENTS | | BUDGET RECTIFIE |
|--------------------------------------|--------------------|----------------------|-----------------------|--------------------|
| | | MESURES NOUVELLES | MESURES NEUTRES(*) | |
| 930-SERVICES FINANCIERS | | | | |
| 671 intérêts des emprunts | 399,500 | 9,300 | 23,400 | 432,200 |
| 677 frais financiers M.E.T.P. | 120,000 | | 20,000 | 140,000 |
| 9310-SERVICES ADMINISTRATIFS | | | | |
| 61 personnel | 124,450 | 8,500 | | 132,950 |
| 630 loyers | 34,290 | 0,200 | | 34,490 |
| 643 frais de stages | 1,100 | 0,200 | | 1,300 |
| 6601 information | 21,232 | | 0,929 | 22,161 |
| 6604 actions internationales | 4,400 | | -0,892 | 3,508 |
| 657 subventions aux cantines | 1,100 | 0,300 | | 1,400 |
| 6602 promotion de l'apprentissage | 11,000 | | 2,500 | 13,500 |
| 6621 impressions et reliures | 16,691 | | 0,600 | 17,291 |
| 6622 prestations de services | 22,950 | 1,000 | 0,740 | 24,690 |
| 6625 production audiovisuelle | 2,000 | | 0,016 | 2,016 |
| 6629 informatique et télématique | 4,400 | | 0,400 | 4,800 |
| 940- SUBVENTIONS | | | | |
| 65710 divers organismes (cf annexe) | 6,800 | 1,508 | | 8,308 |
| 65712 subventions a repartir | 0,500 | 1,040 | | 1,540 |
| 6572 Agence des espaces verts | 5,400 | 0,500 | | 5,900 |
| 6575 actions culturelles | 57,000 | | -0,555 | 56,445 |
| 9432 ETABLISSEMENTS SCOLAIRES | | | | |
| 64013 externat ets privés | 94,600 | | 2,000 | 96,600 |
| 64014 cités scolaires | | | 4,000 | 4,000 |
| 66011 promotion et prest. diverses | 5,500 | | 3,000 | 8,500 |
| 66012 actions de solidarité | 4,000 | | -1,230 | 2,770 |
| 9466 APPRENTISSAGE FORMATION | | | | |
| 64092 formation continue | 388,000 | | 16,892 | 404,892 |
| 6474 autres remboursements | 18,500 | | -18,500 | 0,000 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT | 1.343,413 | 22,548 | 53,300 | 1.419,261 |

(*) Y compris les dépenses gagées en recettes :27,400MF
 et les transferts de la section d'investissement :25,900MF
 - Equipements scolaires :25,000
 - Sécurité routière :0,500
 - Equipement de la région :0,400

CHAPITRE 940 SUBVENTIONS

RUBRIQUE 6571.0 DIVERS ORGANISMES

(en milliers de francs)

| ORGANISMES | MONTANT DE LA SUBVENTION |
|--|-----------------------------|
| * CATRAL (agence) | 1.000,000 |
| * COMITE D'ETUDE ET DE REFLEXION INTERREGIONAL (GERI) | 150,000 |
| * ASSOCIATION SEINAISNOR | 60,000 |
| * SYNDICAT MIXTE D'ETUDES DU SCHEMA DIRECTEUR DU VAL DE SEINE | 58,140 |
| * ASSOCIATION T.G.V NORMAND | 90,000 |
| * ASSOCIATION T.G.V EST-EUROPÉEN | 10,000 |
| * ENFANCE ET PARTAGE 'HOPITAL DU CAMBODGE' | 50,000 |
| * ILE DE FRANCE ENVIRONNEMENT | 40,000 |
| * MOUVEMENT EUROPEEN | 50,000 |
| TOTAL DE LA RUBRIQUE 6571.0 | 1.508,140 |

ETAT E

LES TRANSFERTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME

BUDGET DE 1992

(en francs)

| CHAPITRES LIGNES | I N T I T U L E S | AJUSTEMENTS | |
|---------------------|--|-------------|-----------|
| | | EN MOINS | EN PLUS |
| 901.5 | FORMATION PROFESSIONNELLE | | |
| 60 | Acquisition et renouvellement d'équipement | 19.300.000 | |
| 901.3 | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | | |
| 21 | Achats d'immeubles | | 9.962.000 |
| 32 | Constructions et travaux par convention de mandat | | 9.338.000 |

EFFECTIFS DES PERSONNELS

| INTITULES | BUDGET PRIMITIF 1993 | TRANSFORMATIONS | CREATION | BUDGET RECTIFIE 1993 |
|---|----------------------|-----------------|----------|----------------------|
| 1.EMPLOIS DE CABINET | 26 | - | - | 26 |
| 2.EMPLOIS DISCRETIONNAIRES | | | | |
| Directeur Général | 1 | - | - | 1 |
| Directeurs | 11 | - | - | 11 |
| Chargé de mission auprès du directeur général | 1 | - | - | 1 |
| Directeurs-Adjoints, Sous-Directeurs | 3 | - | - | 3 |
| 3.AGENTS TITULAIRES | | | | |
| a) Personnels administratifs | | | | |
| <u>Cadre d'emplois des administrateurs</u> | 9 | +1 | - | 10 |
| <u>Cadre d'emplois des attachés :</u> | | | | |
| Directeurs | 22 | +2 | - | 24 |
| Attachés principaux | 7 | +4 | - | 11 |
| Attachés | 43 | -5 | - | 38 |
| <u>Cadre d'emplois des rédacteurs :</u> | | | | |
| Rédacteurs en chefs | 6 | +4 | - | 10 |
| Rédacteurs principaux | 5 | -1 | - | 4 |
| Rédacteurs | 37 | -3 | - | 34 |
| <u>Cadre d'emplois des adjoints administratifs:</u> | | | | |
| Adjoints administratifs principaux | 31 | +4 | - | 35 |
| Adjoints administratifs | 103 | -1 | - | 102 |
| <u>Cadre d'emplois des agents administratifs :</u> | | | | |
| Agents administratifs qualifiés | 5 | +1 | - | 6 |
| Agents administratifs | 45 | -5 | - | 40 |
| b) Personnels techniques | | | | |
| <u>Cadre d'emplois des ingénieurs :</u> | | | | |
| Ingénieurs en chef 1ère catégorie | 7 | +1 | - | 8 |
| Ingénieurs en chef | 6 | - | - | 6 |
| Ingénieurs subdivisionnaires | 3 | -1 | - | 2 |
| <u>Cadre d'emplois des techniciens :</u> | | | | |
| Technicien en chef | 1 | -1 | - | 0 |
| Technicien | 1 | - | - | 1 |

EFFECTIFS DES PERSONNELS

| INTITULES | BUDGET PRIMITIF 1993 | TRANSFORMATIONS | CREATION | BUDGET RECTIFIE 1993 |
|--|----------------------|-----------------|----------|----------------------|
| <u>Cadre d'emplois des conducteurs territoriaux de véhicules :</u> | | | | |
| Chef de garage | 0 | +1 | - | 1 |
| Conducteurs spécialisés 2ème niveau | 2 | -1 | - | 1 |
| Conducteurs spécialisés 1er niveau | 7 | - | - | 7 |
| Conducteurs | 18 | - | - | 18 |
| <u>Cadre d'emplois des agents de maîtrise :</u> | 4 | - | - | 4 |
| <u>Cadre d'emplois des agents techniques :</u> | | | | |
| Agents techniques qualifiés | 2 | - | - | 2 |
| Agents techniques principaux | 2 | - | - | 2 |
| Agents techniques | 3 | +1 | - | 4 |
| <u>Cadre d'emplois des agents d'entretien :</u> | | | | |
| Agents d'entretien qualifiés | 3 | +1 | - | 4 |
| Agents d'entretien | 33 | -1 | - | 32 |
| c) Personnels médico-sociaux | | | | |
| <u>Cadre d'emplois des assistants médico-sociaux éducatifs :</u> | 0 | +1 | - | 1 |
| 4. AGENTS CONTRACTUELS | | | | |
| Secrétaires de commission | 3 | - | - | 3 |
| Attachés- Chargés de mission | 4 | -1 | - | 3 |
| Contrats "Galland" de 3 ans | 89 | - | - | 89 |
| Contrats de 3 ans à temps incomplet | 15 | - | - | 15 |
| Secrétaires administratifs | 7 | - | - | 7 |
| Assistante sociale | 1 | -1 | - | 0 |
| Commis-Agents administratifs | 4 | - | - | 4 |
| Conducteur d'automobiles | 1 | - | - | 1 |
| Agents de service | 2 | - | - | 2 |
| Huissiers | 2 | - | - | 2 |
| Chargés d'étude | 4 | - | - | 4 |
| Analystes | 3 | - | - | 3 |
| Programmeurs | 3 | - | - | 3 |
| Chef d'exploitation | 1 | - | - | 1 |
| 5.EMPLOIS DE DROIT PRIVE | 10 | - | - | 10 |
| TOTAL GENERAL | 596 | 0 | 0 | 596 |

ANNEXE A L'ETAT F
DEFINITION DES EMPLOIS DE CONTRACTUELS
FIGURANT AU TABLEAU DES EFFECTIFS

I - QUATRE VINGT NEUF CONTRATS A TEMPS COMPLET

**a) treize emplois dans le domaine
de la communication et de la presse**

- 1- chef du service de la communication
- 2- adj. au chef du service de la communication
- 3- conseiller pour la presse
- 4- chef du service de presse
- 5- attaché de presse
- 6- attaché de presse
- 7- chargé de mission
- 8- chargé de mission
- 9- chargé de mission
- 10- chargé de mission
- 11- chargé de mission
- 12- chargé de mission
- 13- chargé de mission

**b) six emplois dans le domaine
des relations internationales**

- 1- chef du service de la coopération internationale
- 2- chargé de mission pour les relations internationales
- 3- responsable de la délégation Ile de France auprès des communautés européennes
- 4- traducteur interprète
- 5- assistant technique Fonds Social Européen
- 6- assistant informatique Fonds Social Européen

**c) douze emplois dans le secteur
informatique**

- 1- secrétaire général de la DSI
- 2- chef de département
- 3- responsable du développement micro-informatique
- 4- chargé d'études informatiques et statistiques
- 5- spécialiste en technique de communication
- 6- technicien micro-informatique
- 7- responsable d'exploitation
- 8- assistant à l'exploitation des systèmes informatiques
- 9- chargé de mission en informatique et bureautique
- 10- technicien en micro-informatique
- 11- assistant technique micro-informatique et réseaux
- 12- pupitreur

**d) onze emplois dans le secteur
des affaires économiques**

- 1- adjoint au directeur du développement économique et de la formation professionnelle
- 2- chargé de mission
- 3- chargé de mission
- 4- chargé de mission
- 5- chargé de mission
- 6- chargé de mission
- 7- chargé de mission
- 8- chargé de mission
- 9- chargé de mission
- 10- auditeur
- 11- auditeur

**e) cinq emplois dans le domaine
de l'aménagement**

- 1- directeur-adjoint pour l'aménagement
- 2- chargé de mission pour l'aménagement
- 3- chargé de mission pour l'aménagement
- 4- chargé de mission pour la politique de l'eau
- 5- chargé de mission pour les parcs naturels régionaux

**f) seize emplois spécifiques rattachés
aux cabinets du président et
des vice-présidents du Conseil Régional
ainsi que du Président du Conseil
Economique et Social Régional**

- 1- conseiller technique au cab. du Président
- 2- conseiller technique au cab. du Président
- 3- chargé de mission pour l'organisation des missions et réceptions
- 4- chargé de mission pour les affaires culturelles
- 5- chargé de mission pour les affaires culturelles
- 6- chargé de mission au cab. du Président
- 7- chargé de mission au cab. du Président
- 8- chargé de mission au cab. du Président
- 9- directeur adjoint au Cab. du Président du CES
- 10- conseiller technique au CES
- 11- chargé de mission au CES
- 12- chargé de mission au CES
- 13- chargé de mission au CES
- 14- chargé de mission auprès du Vice-Président chargé de la formation professionnelle
- 15- chargé de mission auprès du Vice-Pdt chargé de l'enseignement supérieur et des universités
- 16- chargé de mission auprès du vice-Pdt chargé du logement et de l'action sociale

g) dix neuf emplois faisant l'objet de conventions de mise à disposition

- 1- chargé de mission affaires économiques
- 2- chargé de mission affaires économiques
- 3- directeur adjoint pour l'environnement
- 4- directeur du parc naturel de Chevreuse
- 5- chargé de mission aménagement
- 6- chargé de mission aménagement
- 7- assistante
- 8- chargé de mission aménagement
- 9- chargé de mission aménagement
- 10- adjoint au directeur des affaires scolaires
- 11- architecte
- 12- architecte
- 13- expert sur les besoins de formation
- 14- adjoint au directeur des transports et de la circulation
- 15- conseiller technique au cabinet du Président
- 16- chargé de mission au cabinet du Président
- 17- chargé de mission environnement
- 18- assistante
- 19- directeur du district du plateau de Saclay

h) divers sept emplois

- 1- documentaliste
- 2- adjoint au directeur des affaires scolaires
- 3- agent de sécurité
- 4- chargé de mission auprès du secrétariat général du Conseil Régional
- 5- expert sur les besoins de formation
- 6- archéologue
- 7- chef du service automobile

II- QUINZE CONTRATS A TEMPS INCOMPLET

- 1- conseil juridique
- 2- consultant en aménagement
- 3- consultant en finances locales
- 4- consultant en environnement
- 5- chargé de mission pour la création du centre international de l'art des jardins
- 6- consultant en fiscalité
- 7- chargé de mission au secrétariat général métropolis
- 8- sous directeur de l'enseignement supérieur
- 9- chargé de mission à la programmation
- 10- directeur adjoint du cabinet du Président
- 11- chargé de mission au cabinet du Président
- 12- chargé de mission au cabinet du Président
- 13- chargé de mission au cabinet du Président
- 14- chargé de mission au cabinet du Président
- 15- chargé de mission au cabinet du Président